

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N° I-CF2277

présenté par

Mme Rousseau, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, M. Iordanoff, M. Julien-Lafferrière, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 16, insérer l'article suivant:**

L'article 285 *quinquies* du code des douanes est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du 3 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Cette limite ne s'applique pas au montant fixé pour la redevance perçue lors des importations mentionnées au 3 *bis*. » ;

2° Après le 3, il est inséré un 3 *bis* ainsi rédigé :

« 3 *bis*. Par dérogation au second alinéa du 3, le montant de la redevance perçue lors de l'importation de bovins vivants soumis aux contrôles à l'importation et lors de l'importation de viande bovine est fixé à 12,30 euros par tonne, avec un minimum de 60,98 euros et un maximum de 914,70 euros par lot. »

3° Au 5, le mot : « et » est remplacé par le mot : « à ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement, déjà déposé en 2023 par nos collègues du groupe La France insoumise, vise à la mise en place d'une taxation sur les importations de bovins. Il s'agit d'un amendement d'appel pour une refonte complète de la taxation des viandes importées dont les ventes ont explosé ces dernières années.

L'importation de viande pose non seulement le risque de concurrence déloyale et néfaste pour les éleveurs français mais aussi la problématique d'importer de la viande issus d'animaux élevés, transportés, et abattus dans des conditions encore moins exigeantes que les standards européens.

Enfin, alors que l'impératif climatique nous oblige à baisser massivement nos émissions de gaz à effet de serre, importer de la viande - produite de manière industrielle intensive - de l'autre bout de la planète va à l'encontre de ce qui devrait être fait.

L'action publique est plus que nécessaire pour faire face à ce problème . C'est le sens de cet amendement d'appel.